

## Ressources disponibles auprès des organismes internationaux

Outre qu'il faille sensibiliser davantage le Canada et d'autres pays et susciter un engagement plus varié de leur part, il importe, selon divers participants, de tirer partie des services qu'offrent les organismes internationaux, et notamment l'OEA et l'ONU, puisqu'ils constituent "eux-mêmes des structures propres à accroître la confiance".

L'OEA joue le rôle d'un "système régional de médiation" et poursuit deux objectifs fondamentaux: 1) limiter le recours à la force par les États-Unis dans l'hémisphère; et 2) maintenir la paix entre les États composant les Amériques. L'Organisation adhère au principe de la non-intervention, et aucun de ses membres n'a le droit de veto. Les clauses énonçant ce principe sont les "plus détaillées au monde", et c'est pourquoi l'OEA constitue "de fait un mécanisme de médiation entre les États-Unis et l'Amérique latine". En tant que telle, l'OEA 1) exerce une présence constante, 2) dispose d'instruments collectifs complexes et 3) s'efforce en permanence de limiter le recours à la force.

Même si les responsabilités de l'Organisation sont définies de manière à couvrir de nombreux champs d'action, sa mission principale consiste à faire cesser les conflits armés — c'est-à-dire à "concilier souveraineté et ordre international". En Amérique centrale, des MPAC à caractère militaire s'imposent pour empêcher avant tout qu'un affrontement éclate par suite d'une erreur ou d'un malentendu. L'OEA et l'ONU ont un rôle à jouer à cet égard puisqu'après tout, la confiance tient à la "perception et à l'interprétation des événements". Les MPAC doivent par conséquent varier en fonction de la conjoncture, car "il n'existe pas de solution standard". Quand un État s'en remet à la médiation, c'est qu'il a d'abord évalué avec soin la situation aux plans national et international.

Par le passé, l'ONU n'a joué qu'un rôle limité en Amérique latine parce que les États-Unis l'empêchaient d'agir librement. De même, il y a dix ans, le Secrétaire général ne pouvait intervenir dans les conflits mettant en cause des pays socialistes parce que Moscou s'y opposait. Mais les choses ont changé: ainsi, la question des droits de la personne en Pologne et en Afghanistan a été abordée, et des observateurs ont pu se rendre sur les lieux. Les États-Unis n'ont désormais plus aucune raison d'empêcher l'ONU d'accomplir sa tâche. Si l'Amérique centrale demande à l'ONU d'intervenir, les États-Unis auront du mal à faire obstacle si leurs principaux alliés de l'Ouest, en plus des groupes de Contadora et de Lima appuient cette requête. Le Canada et d'autres pays occidentaux auraient un rôle clef à jouer dans une quelconque mission de ce genre menée sous l'égide de l'ONU.